



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Novembre 2024



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -172,486 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin novembre 2024 s'élève à -172,486 Md€ contre -197,346 Md€ à fin novembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+24,860 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une baisse des dépenses nettes de 8,117 Md€ et une hausse des recettes nettes de 17,340 Md€, ainsi que par une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,597 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 400,776 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,216 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,288 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,234 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,616 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (1,913 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,508 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,257 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,897 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,155 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,096 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,951 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin novembre 2024 s'élèvent à 400,776 Md€ contre 408,893 Md€ à fin novembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-8,117 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention pour -10,231 Md€ (écart principalement lié à la mission "Ecologie, développement et mobilité durables" pour -12,467 Md€, essentiellement la baisse prévue en lois de finances des crédits finançant les mesures de protection des consommateurs d'énergie, ainsi qu'aux missions "Investir pour la France de 2030" pour +1,601 Md€ et "Travail et emploi" pour +1,532 Md€, hausses prévues en lois de finances), des

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,098 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,056 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,552 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,352 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Justice** : 1,022 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission.

charges de la dette de l'Etat pour -6,675 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour -5,893 Md€, en raison de moindres abondements du compte "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" par rapport à 2023), et des dépenses d'opérations financières pour -0,795 Md€ (écart principalement lié à la mission "Aide publique au développement") ainsi que de la hausse des dépenses de personnel pour +7,366 Md€ (hausse prévue en lois de finances) et des dépenses de fonctionnement pour +1,881 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +1,693 Md€).

Recettes du budget général (nettes) : 250,759 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 13,824 Md€ ;

► **TVA nette** : 10,806 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,529 Md€, dont 1,640 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,470 Md€, dont des recettes de prélèvements de solidarité pour 0,709 Md€ ;

► **TICPE nette** : 1,211 Md€ ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 0,515 Md€ ;

► **IS net** : -0,570 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,816 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,942 Md€, dont -2,038 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 285,379 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin novembre 2024 s'élèvent à 285,379 Md€ contre 280,202 Md€ à fin novembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,177 Md€) s'explique principalement par une hausse des recettes de TVA nette pour +2,422 Md€ (écart lié à une hausse des recettes brutes de 3,562 Md€ et des R&D de

1,140 Md€) et des recettes d'IS net pour +1,654 Md€ (écart essentiellement lié à une hausse des recettes brutes pour 1,709 Md€), ainsi que par une hausse des recettes fiscales nettes hors grands impôts (IR, IS, TICPE et TVA) de +0,941 Md€ (principalement la hausse des recettes brutes pour 1,517 Md€, essentiellement en raison de la TICGN et de la TICFE).

Recettes non fiscales : 19,740 Md€

Les recettes non fiscales à fin novembre 2024 s'élèvent à 19,740 Md€ contre 10,940 Md€ à fin novembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+8,800 Md€) s'explique

essentiellement par des versements de l'Union européenne au titre de la "Facilité pour la reprise et la résilience" pour 7,483 Md€ comptabilisés en juin 2024, mais intervenus au mois de décembre en 2023.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -61,281 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin novembre 2024 s'élèvent à -61,281 Md€ contre -63,924 Md€ à fin novembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,643 Md€) s'explique essentiellement par de moindres PSR au profit de l'Union européenne pour 2,704 Md€, baisse des prélèvements prévue en lois de finances.

Fonds de concours et attributions de produits : 6,921 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin novembre 2024 s'élèvent à 6,921 Md€ contre 6,201 Md€ à fin novembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,720 Md€) s'explique essentiellement par des versements de SNCF SA pour +0,725 Md€ en vue de financer la régénération ferroviaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -22,469 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,231 Md€ et des recettes pour 5,299 Md€ (dont 3,532 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,311 Md€ de TF, principalement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 5,858 Md€ (dont 5,351 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 0,792 Md€ (dont 0,482 Md€ au titre de l'encaissement de coupons courus des OAT) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin novembre 2024 s'élève à -22,469 Md€ contre -21,872 Md€ à fin novembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,597 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des

► Le compte « **Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 2,144 Md€ correspondant à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune.

comptes de commerce pour -2,229 Md€ et des comptes d'affectation spéciale pour -0,620 Md€ ainsi que par une augmentation du solde des comptes de concours financiers pour +2,281 Md€.

Dettes financières de l'Etat au 30 novembre 2024 : 2 649,869 Md€

La dette financière est en augmentation de 188,518 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +158,329 Md€

et des BTF pour +33,281 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -3,092 Md€).



	Mois	Cumul à fin novembre		Ecart cumul	
	Novembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-15 096	-172 486	-197 346	-197 965	24 860
Dépenses du budget général (nettes)	29 360	400 776	408 893	409 287	-8 117
Recettes du budget général (nettes)	26 403	250 759	233 419	233 194	17 340
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	13 824	75 452	75 539	75 539	-88
- IS *	-570	39 995	38 341	38 341	1 654
- TICPE	1 211	14 864	14 617	14 789	248
- TVA	10 806	91 763	89 342	88 953	2 422
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-12 139	-22 469	-21 872	-21 872	-597

DONNEES PATRIMONIALES		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-314	155 895
Dette financière de l'Etat	-6 299	2 649 869

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin novembre			Ecart cumul
	Novembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	12 735	139 494	132 128	132 141	7 366
Dépenses de fonctionnement	4 577	71 451	69 570	69 529	1 881
Charges de la dette de l'Etat	83	44 663	51 338	51 338	-6 675
Dépenses d'investissement	947	16 809	16 534	16 593	275
Dépenses d'intervention	10 977	125 421	135 652	136 014	-10 231
Dépenses d'opérations financières	41	1 800	2 595	2 595	-795
Total des dépenses (nettes) (I)	29 360	400 776	408 893	409 287	-8 117
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	29 708	285 379	280 202	279 986	5 177
Recettes non fiscales	938	19 740	10 940	10 940	8 800
Prélèvements sur recettes	-4 758	-61 281	-63 924	-63 934	2 643
Fonds de concours et attributions de produits	515	6 921	6 201	6 201	720
Total des recettes (nettes) (II)	26 403	250 759	233 419	233 194	17 340
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	31 160	312 040	297 343	297 128	14 697
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-2 957	-150 017	-175 474	-176 093	25 457
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-922	-3 356	-2 736	-2 736	-620
Solde des comptes de concours financiers	-5 941	-14 128	-16 408	-16 408	2 281
Solde des comptes de commerce	-5 254	-5 050	-2 822	-2 822	-2 229
Solde des comptes d'opérations monétaires	-21	-522	675	675	-1 197
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-12 139	-22 469	-21 872	-21 872	-597
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-15 096	-172 486	-197 346	-197 965	24 860



	Mois	Cumul à fin novembre			Ecart cumul
	Novembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 735	139 494	132 128	132 141	7 366
Rémunérations d'activité	7 675	82 009	76 464	76 473	5 545
Cotisations et contributions sociales	4 994	56 374	54 189	54 194	2 185
Prestations sociales et allocations diverses	67	1 111	1 474	1 474	-364
AUTRES TITRES	16 625	261 282	276 766	277 145	-15 483
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 577	71 451	69 570	69 529	1 881
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 260	38 072	37 131	37 085	941
Subventions pour charges de service public	2 316	33 379	32 440	32 444	940
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	83	44 663	51 338	51 338	-6 675
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	83	44 663	51 338	51 338	-6 675
Titre 5 - Dépenses d'investissement	947	16 809	16 534	16 593	275
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	808	12 748	12 338	12 350	410
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	138	4 061	4 196	4 243	-135
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	10 977	125 421	135 652	136 014	-10 231
Transferts aux ménages	4 602	53 370	53 728	53 700	-358
Transferts aux entreprises	2 108	29 677	39 025	39 021	-9 348
Transferts aux collectivités territoriales	1 771	14 520	15 689	16 015	-1 169
Transferts aux autres collectivités	2 275	26 194	25 867	25 935	327
Appels en garantie	222	1 661	1 343	1 343	318
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	41	1 800	2 595	2 595	-795
Prêts et avances	-166	-164	36	36	-200
Dotations en fonds propres	204	1 144	1 279	1 279	-135
Dépenses de participations financières	3	820	1 280	1 280	-460
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	29 360	400 776	408 893	409 287	-8 117



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2024		Cumul à fin novembre 2023 retraité	Cumul à fin novembre 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	226	236	3 066	2 973	2 832	2 828	141
Action de la France en Europe et dans le monde	138	152	1 936	1 858	1 764	1 765	94
Diplomatie culturelle et d'influence	25	27	746	742	726	726	16
Français à l'étranger et affaires consulaires	63	58	384	373	342	338	31
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	406	402	4 789	4 085	3 919	4 163	166
Administration territoriale de l'Etat	211	215	2 286	2 345	2 344	2 335	0
Vie politique	30	33	246	237	161	157	76
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	165	154	2 258	1 504	1 413	1 671	90
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	735	571	4 049	3 399	3 146	3 157	253
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	370	331	2 196	1 730	1 606	1 605	124
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	309	186	936	758	611	610	147
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	56	54	562	556	528	542	28
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	355	355	401	401	-46
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	-1	0	1
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	560	433	4 451	4 498	4 732	4 732	-234
Aide économique et financière au développement	189	301	1 636	1 721	1 759	1 759	-37
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	150	150	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	371	132	2 665	2 626	2 823	2 823	-197
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	16	237	1 751	1 746	1 748	1 748	-2
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	16	237	1 673	1 673	1 674	1 674	-1
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	78	73	74	74	-1
COHESION DES TERRITOIRES	456	452	17 692	17 279	17 539	17 540	-260
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	232	247	2 710	2 450	2 407	2 407	43
Aide à l'accès au logement	1	3	12 881	12 881	13 289	13 289	-408
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	92	76	1 193	1 024	916	918	108
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	36	40	318	322	289	287	33
Politique de la ville	83	76	519	498	513	515	-16
Interventions territoriales de l'Etat	12	9	71	104	124	124	-20
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	74	76	748	784	729	718	55
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	52	54	475	511	465	454	46
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	46	46	-2
Cour des comptes et autres juridictions financières	22	22	229	229	218	218	11
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	259	416	3 861	3 605	3 512	3 535	93
Patrimoines	123	233	1 398	1 179	1 096	1 094	83
Création	20	56	920	939	919	935	21
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	44	53	771	722	769	775	-47
Soutien aux politiques du ministère de la culture	73	74	772	765	729	731	37
DEFENSE	4 199	3 257	48 037	53 534	50 639	50 662	2 895
Environnement et prospective de la politique de défense	189	244	2 322	1 877	1 821	1 823	56
Préparation et emploi des forces	1 122	512	12 416	13 512	12 026	12 038	1 486
Soutien de la politique de la défense	1 826	1 897	22 559	22 791	21 904	21 913	887
Equipement des forces	1 062	604	10 739	15 353	14 888	14 888	465
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	77	92	871	868	819	781	49
Coordination du travail gouvernemental	68	83	748	750	706	668	44
Protection des droits et libertés	9	9	123	117	113	112	5
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 594	2 098	22 949	20 592	33 517	33 538	-12 924
Infrastructures et services de transports	738	507	7 523	7 513	7 644	7 650	-131
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	57	50	283	274	287	283	-13
Paysages, eau et biodiversité	70	26	429	312	264	268	48
Expertise, information géographique et météorologie	39	1	503	463	459	461	4
Prévention des risques	48	49	1 225	1 186	968	970	217
Energie, climat et après-mines	577	338	3 995	3 446	4 473	4 477	-1 027
Service public de l'énergie	610	772	4 728	4 127	15 657	15 657	-11 530
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	237	242	2 797	2 837	2 753	2 761	84
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	781	781	-781
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	218	113	1 466	436	230	230	206



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2024		Cumul à fin novembre 2023 retraité	Cumul à fin novembre 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	194	189	4 195	4 011	4 110	4 070	-98
Développement des entreprises et régulations	106	79	3 046	2 716	2 594	2 592	122
Plan "France Très haut débit"	0	57	62	261	464	427	-203
Statistiques et études économiques	47	38	428	419	417	417	2
Stratégies économiques	40	16	659	615	634	634	-19
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	230	305	46 534	53 147	58 853	58 853	-5 706
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	70	70	43 970	43 970	50 557	50 557	-6 586
Appels en garantie de l'Etat	137	222	1 765	1 735	1 459	1 459	277
Epargne	10	0	106	96	73	73	23
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	13	13	693	693	0	0	693
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	177	178	178	-1
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 475	6 586	6 586	-112
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 280	7 216	79 050	78 904	74 591	74 591	4 313
Enseignement scolaire public du premier degré	2 232	2 234	24 448	24 440	23 259	23 259	1 180
Enseignement scolaire public du second degré	3 289	3 288	34 980	34 975	33 119	33 127	1 856
Vie de l'élève	630	577	7 335	7 254	6 766	6 746	488
Enseignement privé du premier et du second degrés	713	697	8 115	8 098	7 578	7 578	519
Soutien de la politique de l'éducation nationale	245	248	2 624	2 627	2 473	2 485	154
Enseignement technique agricole	171	173	1 548	1 511	1 395	1 395	116
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	961	908	9 711	9 600	9 456	9 440	144
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	736	686	7 293	7 228	7 139	7 119	89
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	78	74	848	859	835	836	24
Facilitation et sécurisation des échanges	146	148	1 570	1 513	1 482	1 485	31
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	207	212	1 584	1 702	1 771	1 760	-69
Immigration et asile	143	146	1 253	1 370	1 451	1 314	-81
Intégration et accès à la nationalité française	64	66	331	331	320	446	12
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	-221	-268	437	4 385	4 023	4 023	362
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	130	235	235	-105
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	13	13	-13
Accélération de la modernisation des entreprises	-186	-186	-186	-186	93	93	-279
Financement des investissements stratégiques	79	32	342	3 303	1 883	1 883	1 420
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	-114	-114	281	1 138	1 800	1 800	-662
JUSTICE	2 193	1 022	11 671	10 710	10 313	10 314	396
Justice judiciaire	336	370	3 989	3 993	3 756	3 757	237
Administration pénitentiaire	1 670	430	5 437	4 421	4 278	4 278	142
Protection judiciaire de la jeunesse	85	94	985	973	959	959	13
Accès au droit et à la justice	69	66	680	677	695	695	-19
Conduite et pilotage de la politique de la justice	32	62	575	642	621	620	21
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	4	5	4	4	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	75	94	688	690	698	696	-8
Presse et médias	60	61	348	346	373	373	-27
Livre et industries culturelles	15	33	340	344	325	323	18
OUTRE-MER	132	298	2 356	2 072	2 082	2 082	-10
Emploi outre-mer	57	242	1 376	1 355	1 464	1 464	-109
Conditions de vie outre-mer	74	56	980	717	618	618	99
PLAN DE RELANCE	32	384	-35	1 976	3 826	3 826	-1 850
Écologie	30	332	-29	1 503	2 582	2 582	-1 079
Compétitivité	2	37	36	332	589	589	-257
Cohésion	0	15	-42	141	655	655	-514
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	0	0	608	608	571	571	37
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2024		Cumul à fin novembre 2023 retraité	Cumul à fin novembre 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€. <small>CP consommés</small>						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	301	2 056	31 033	30 147	29 937	29 939	210
Formations supérieures et recherche universitaire	104	76	15 364	14 964	14 649	14 641	315
Vie étudiante	125	246	3 184	3 138	2 922	2 927	216
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	54	1 552	8 049	7 702	7 616	7 622	86
Recherche spatiale	0	0	1 607	1 433	1 662	1 661	-229
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	36	1 658	1 753	1 739	1 740	14
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	-26	73	631	636	824	824	-189
Recherche duale (civile et militaire)	9	28	150	141	142	142	-1
Enseignement supérieur et recherche agricoles	35	44	389	381	383	382	-2
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	265	265	5 904	5 904	5 805	5 784	98
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	209	209	4 137	4 137	4 001	4 003	135
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	53	53	774	774	802	802	-28
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	3	3	992	992	1 002	979	-9
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	268	296	3 710	3 568	3 588	3 912	-20
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	259	278	3 415	3 350	3 388	3 714	-38
Concours spécifiques et administration	10	18	295	218	200	198	18
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 778	8 805	137 703	137 690	134 049	134 049	3 641
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 209	8 236	133 133	133 121	129 291	129 291	3 830
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	569	569	4 569	4 569	4 759	4 759	-189
SANTE	7	205	2 763	2 713	2 793	2 793	-80
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	7	24	397	347	306	306	40
Protection maladie	0	181	1 117	1 117	942	942	175
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Sécur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	1 249	1 249	1 544	1 544	-295
SECURITES	2 182	2 155	22 995	22 583	21 253	21 061	1 330
Police nationale	1 074	1 096	11 862	11 901	11 301	11 170	600
Gendarmerie nationale	942	951	10 158	9 847	9 275	9 232	572
Sécurité et éducation routières	5	6	69	63	50	46	14
Sécurité civile	161	102	905	772	627	613	144
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	259	3 616	29 755	28 643	27 282	27 281	1 361
Inclusion sociale et protection des personnes	197	1 508	13 539	13 360	12 982	12 981	379
Handicap et dépendance	3	1 913	14 968	13 995	13 055	13 055	940
Egalité entre les femmes et les hommes	5	5	68	66	49	49	17
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	54	191	1 181	1 222	1 197	1 196	25
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	87	125	1 454	1 491	1 508	1 507	-17
Sport	77	104	644	608	532	532	76
Jeunesse et vie associative	9	20	765	750	678	678	71
Jeux olympiques et paralympiques 2024	1	0	45	133	298	298	-165
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	65	91	676	760	755	833	5
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	27	29	277	337	334	334	3
Transformation publique	11	17	90	124	151	189	-27
Innovation et transformation numériques	2	6	31	25	7	7	18
Fonction publique	21	35	236	231	224	264	7
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	43	43	39	39	4
TRAVAIL ET EMPLOI	500	1 352	19 975	18 701	17 283	17 283	1 419
Accès et retour à l'emploi	454	589	6 351	6 457	6 055	6 055	402
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	-18	692	12 796	11 507	10 509	10 509	998
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	8	172	88	85	85	3
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	63	61	656	649	634	634	16
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	33 396	37 596	525 559	533 897	538 184	538 577	-4 287
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	25 187	29 360	392 426	400 776	408 893	409 287	-8 117

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin novembre		Ecart cumul
	Novembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	14 150	100 863	98 988	98 988	1 875
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	112	3 799	3 915	3 915	-115
Impôt sur les sociétés (C)	461	66 394	64 140	64 140	2 254
Impôt sur les sociétés	455	64 745	63 036	63 036	1 709
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	6	1 190	1 085	1 085	105
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	460	19	19	441
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 470	29 336	30 048	30 048	-713
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	77	1 340	1 233	1 233	107
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	137	4 449	4 845	4 845	-396
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	171	171	-170
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	286	2 629	2 312	2 312	317
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	157	230	230	-73
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	1	1	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	23	22	22	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	31	37	37	-6
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	18	128	103	103	25
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	227	213	213	14
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	1	1	1	0
Prélèvements de solidarité	709	14 164	13 360	13 360	804
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	21	785	679	679	106
Taxe d'habitation sur les résidences principales	5	90	467	467	-378
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	17	4 236	5 733	5 733	-1 497
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	1	1	1	-1
Recettes diverses	194	1 073	637	637	436
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)	1 380	16 777	16 433	16 605	344
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 842	164 996	161 435	161 046	3 562
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 529	36 334	34 534	34 534	1 800
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	33	395	448	448	-53
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	20	209	196	196	13
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1	-1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	64	85	85	-21
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	430	4 090	3 766	3 766	324
Mutations à titre gratuit par décès	1 210	14 189	14 900	14 900	-712



	Mois		Cumul à fin novembre		Ecart cumul
	Novembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Contribution de sécurité immobilière	52	621	715	715	-94
Autres conventions et actes civils	47	438	398	398	40
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	45	531	551	551	-19
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	45	430	376	376	54
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	17	217	228	228	-12
Timbre unique	52	341	436	436	-95
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	60	745	672	672	73
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	7	1 128	625	625	503
Autres taxes intérieures	417	3 963	2 410	2 410	1 553
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4	0
Amendes et confiscations	3	38	38	38	-1
Taxe générale sur les activités polluantes	421	1 130	1 605	1 605	-475
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	3	44	56	56	-12
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	168	169	169	0
Autres droits et recettes à différents titres	73	182	58	58	124
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	43	44	44	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	15	18	18	-3
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	558	560	560	-2
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	22	24	24	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	239	2 564	2 311	2 311	253
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	90	911	893	893	18
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	36	376	374	374	2
Prélèvement sur les paris sportifs	94	893	731	731	162
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	11	108	109	109	-1
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	50	1 167	970	970	196
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	64	750	763	763	-12
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	37 944	418 499	409 492	409 277	9 007
TOTAL GENERAL (net)	29 708	285 379	280 202	279 986	5 177

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin novembre		Ecart cumul	
	Novembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	3 761	2 864	2 864	897
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	662	712	712	-51
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	2 248	2 139	2 139	109
Autres dividendes et recettes assimilées	0	851	13	13	838
Produits du domaine de l'Etat (B)	182	1 721	1 085	1 085	636
Revenus du domaine public non militaire	127	1 044	405	405	639
Autres revenus du domaine public	1	6	5	5	0
Revenus du domaine privé	9	298	356	356	-57
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	45	370	318	318	52
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	2	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	299	2 142	2 751	2 751	-609
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	62	492	502	502	-10
Autres frais d'assiette et de recouvrement	69	869	945	945	-76
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	24	32	10	10	21
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	4	4	-1
Autres recettes diverses	144	746	1 290	1 290	-543
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	34	666	525	525	140
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	9	326	280	280	46
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	10	12	12	-1
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	40	34	34	6
Intérêts des autres prêts et avances	3	141	69	69	72
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	12	102	78	78	24
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	8	34	46	46	-12



	Mois	Cumul à fin novembre			Ecart cumul 2024 / 2023 retraité
		2024	2023 retraité	2023 exécuté	
	unité : million d'€.	Novembre			
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	113	1 607	1 355	1 355	252
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	43	510	146	146	365
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	84	220	220	-136
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	10	11	11	-1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	65	943	918	918	25
Frais de poursuite	0	5	6	6	-1
Frais de justice et d'instance	1	6	7	7	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	4	2	2	2
Divers (F)	309	9 843	2 360	2 360	7 484
Reversements de Natixis	219	219	0	0	219
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	341	533	533	-192
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	9	259	438	438	-179
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	24	264	216	216	48
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	12	12	12	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	6	5	5	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	5	6	6	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5	0
Récupération d'indus	3	94	138	138	-43
Recouvrements après admission en non-valeur	9	107	101	101	6
Divers versements de l'Union européenne	0	7 483	0	0	7 483
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	86	33	33	53
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	45	33	33	12
Recettes diverses en provenance de l'étranger	1	3	2	2	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	15	340	369	369	-29
Produits divers	0	3	20	20	-17
Autres produits divers	17	566	444	444	121
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	938	19 740	10 940	10 940	8 800



	Mois		Cumul à fin novembre		Ecart cumul
	Novembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 942	-41 421	-41 360	-41 370	-61
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 038	-25 200	-24 992	-25 000	-209
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-3	-3	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-4	-11	-11	7
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-222	-6 597	-6 335	-6 335	-261
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-21	-728	-693	-693	-35
Dotations élu local	0	-123	-108	-108	-15
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-52	-56	-56	4
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-419	-421	419
Dotations départementale d'équipement des collèges	-1	-326	-326	-326	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-224	-2 546	-2 637	-2 637	91
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-18	-368	-353	-353	-15
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-7	-3	-3	-4
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-18	-98	-98	-98	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	-7	-7	-7	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-20	-262	-284	-284	22
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-48	-48	-48	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-27	-27	-27	-27	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-109	-109	-109	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-83	-83	-83	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	1	28	28	-27
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-329	-4 069	-3 788	-3 788	-280
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	-1	-1	1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin novembre		Ecart cumul	
	Novembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	0	1	-329	-329	331
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	-5	-5	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	-10	-10	10
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	-28	0	0	-28
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	-24	0	0	-24
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	-50	0	0	-50
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 816	-19 860	-22 564	-22 564	2 704
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 758	-61 281	-63 924	-63 934	2 643
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	398	5 808	5 541	5 541	267
Fonds de concours - coopération internationale	117	1 113	660	660	453
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	515	6 921	6 201	6 201	720

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



Situation Mensuelle
de l'Etat
Novembre 2024

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de novembre		Cumul à fin novembre									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	6 347	5 425	72 435	75 544	75 544	69 078	72 807	72 807	-3 356	-2 736	-2 736	-620	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	98	50	1 001	889	889	1 770	1 707	1 707	769	818	818	-49	
Développement agricole et rural	21	6	124	123	123	149	152	152	25	29	29	-4	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	98	32	329	333	333	347	347	347	18	13	13	4	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	35	25	256	402	402	276	421	421	20	19	19	1	
Participations financières de l'Etat	30	55	8 890	15 256	15 256	7 737	12 959	12 959	-1 153	-2 297	-2 297	1 145	
Pensions	6 064	5 258	61 834	58 540	58 540	58 799	57 222	57 222	-3 035	-1 319	-1 319	-1 717	
Comptes de concours financiers	11 392	5 451	129 061	123 277	123 277	114 933	106 869	106 869	-14 128	-16 408	-16 408	2 281	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	0	0	3 647	3 498	3 498	5	68	68	-3 642	-3 429	-3 429	-213	
Avances aux collectivités territoriales	9 231	5 299	116 812	112 564	112 564	112 257	104 445	104 445	-4 556	-8 119	-8 119	3 563	
Prêts à des Etats étrangers	0	51	488	525	525	527	482	482	39	-43	-43	82	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	17	3	344	488	488	151	279	279	-193	-209	-209	16	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2 144	98	7 770	6 203	6 203	1 994	1 595	1 595	-5 776	-4 608	-4 608	-1 167	
Comptes de commerce	6 223	969	59 627	64 820	64 820	54 577	61 999	61 999	-5 050	-2 822	-2 822	-2 229	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	84	10	846	925	925	926	985	985	81	60	60	20	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	18	192	181	181	182	165	165	-11	-16	-16	6	
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 154	2 189	2 189	1 154	2 189	2 189	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	113	107	771	685	685	795	688	688	24	3	3	21	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	5 858	792	55 311	59 109	59 109	50 264	56 054	56 054	-5 047	-3 055	-3 055	-1 991	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	8	7	7	4	4	4	-3	-3	-3	0	
Opérations commerciales des domaines	4	11	62	65	65	106	108	108	43	43	43	0	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	6	32	32	32	30	29	29	-1	-3	-3	2	
Soutien financier au commerce extérieur	144	25	1 251	1 628	1 628	1 115	1 778	1 778	-136	150	150	-286	
Comptes d'opérations monétaires	24	2	909	286	286	387	961	961	-522	675	675	-1 197	
Emission des monnaies métalliques	24	2	129	87	87	200	207	207	71	120	120	-49	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	762	164	164	176	745	745	-587	581	581	-1 168	
Pertes et bénéfices de change	0	0	17	35	35	12	9	9	-6	-26	-26	20	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	23 986	11 847	262 031	263 927	263 927	238 975	242 636	242 636	-23 056	-21 291	-21 291	-1 765	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	23 986	11 847	261 269	263 763	263 763	238 800	241 890	241 890	-22 469	-21 872	-21 872	-597	



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	-145	311
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	270	6 185
	Total organismes à caractère financier		6 381	125	6 506
	CEPL	Régions	1 768	-606	1 162
		Départements	8 968	-3 123	5 845
		Communes	31 023	-2 346	28 677
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	-1 625	17 769
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	-143	2 098
		Autres	9 692	-310	9 382
	Total CEPL		73 086	-8 153	64 933
	Etablissements publics de santé		8 361	-917	7 444
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	-2 474	18 497
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	-1 733	18 030
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	1 310	6 628
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	476	2 991
Total établissements publics nationaux		48 568	-2 421	46 146	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		7 564	-122	7 442	
Union européenne		3 650	1 754	5 404	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	83	6 147	
	GIP	2 103	77	2 179	
	EPLÉ	2 773	291	3 065	
	Autres correspondants	3 321	-535	2 785	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	-131	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 392	-215	14 176	
Total Dépôts de fonds du Trésor		162 003	-9 950	152 053	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	799	3 219	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	513	623	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	-33	0	
	Total Comptes à terme	2 563	1 279	3 842	
Total Passif (A)		164 566	-8 671	155 895	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		164 566	-8 671	155 895	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	191 610	2 621 595
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	158 329	2 419 097
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	158 329	2 419 097
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 989 405	125 108	2 114 513
- <i>taux variable</i>	271 362	33 221	304 584
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	33 281	202 498
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	33 281	202 498
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-3 092	28 274
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	188 518	2 649 869



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » correspondent aux données « 2023 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.